



Les économistes atterrés font le Tour de France pour une autre Europe

Penser des alternatives aux politiques d'austérité dictées par les marchés financiers, pour une Europe sociale et écologique



Toulouse, le 9 juin 2011

Conférence publique avec Philippe Askenazy

« De la crise financière à une crise de la dette : des pistes pour l'Europe »

20h30, Salle sénéchal, 17 rue de rémusat - Modérateurs Nicolas Piluso et Gabriel Colletis



Les économistes atterrés font le Tour de France pour une autre Europe

Penser des alternatives aux politiques d'austérité dictées par les marchés financiers, pour une Europe sociale et écologique



Toulouse, le 9 juin 2011

Conférence publique avec Philippe Askenazy

« Crises financière, européenne, de la science économique. Quels enseignements ? »

14h30, Amphi Bodin, Sciences Po Toulouse, 2 ter rue des puits creusés,

Modérateurs Mireille Bruyère et Nicolas Piluso



Les économistes atterrés font le Tour de France pour une autre Europe

Face à la crise de l'euro et de la dette publique, les gouvernements, la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission ont décidé de réformer dans l'urgence le traité de Lisbonne et de renforcer le «pacte de stabilité». Dans le Manifeste d'économistes atterrés, nous dénonçons ces plans de «sauvetage» des pays endettés, en réalité des plans d'austérité imposés en Grèce, en Irlande et ailleurs, avec la participation de la Banque centrale européenne (BCE) et sous la surveillance du FMI dans le but affiché de rassurer les marchés financiers. Ces politiques enfoncent l'Europe dans le chômage et les dettes.

Les réformes de la «gouvernance européenne» aujourd'hui proposées par l'Union permettront-elles de sortir de l'impasse ? Quelles alternatives proposer ? Les Economistes atterrés entament un Tour de France des villes et des universités pour mettre en débat leurs analyses et propositions avec les étudiants et les citoyens. De mars à juin, plus de quarante réunions-débats auront lieu dans des villes de France avec les économistes signataires du Manifeste et la société civile locale.

Toulouse, le 9 juin 2011

Deux conférences publiques

avec Philippe Askenazy

« Crises financière, européenne, de la science économique. Quels enseignements ? »

14h30, Amphi Bodin, Sciences Po Toulouse, 2 ter rue des puits creusés,

« De la crise financière à une crise de la dette : des pistes pour l'Europe »

20h30, Salle sénéchal, 17 rue de rémusat

La crise de la dette publique et de la construction européenne a succédé à la crise bancaire et financière des dettes privées. Prétendant y répondre, des politiques d'austérité s'étendent à toute l'Europe. Elles renforcent les difficultés économiques et sociales.

Des politiques injustes et qui nous enfoncent dans la crise

Ces politiques sont mises en œuvre en Grèce ou en Irlande, mais aussi en France et dans l'ensemble de l'Europe : réforme des retraites aboutissant à une baisse des pensions, augmentation de TVA, baisse des salaires, suppressions d'emplois de fonctionnaires, privatisations nouvelles...

Un « pacte de compétitivité » franco-allemand veut imposer à tous les pays une réduction des dépenses publiques, le recul de l'âge de la retraite (à 67 ans !..), la « modération » salariale renforcée. Le moins-disant social l'emportera de plus en plus sur la coopération.

Reposant sur de fausses évidences

Ces politiques reposent sur des dogmes devenus de fausses évidences comme l'« efficience des marchés financiers », la bonne gouvernance des actionnaires, la nécessité du « moins d'impôts » ou l'excès de dépenses publiques et sociales. Alors que la plupart des experts intervenant dans le débat public le font pour justifier la soumission aux dogmes néo-libéraux et aux exigences des marchés financiers, nous pensons qu'il faut abandonner ces dogmes.

Refonder la pensée et les politiques économiques

Issus d'horizons théoriques très divers, des économistes « atterrés » par les graves dangers de ces politiques et par le manque de débat sur leur fondement ont publié un Manifeste. Ils mettent en discussion des propositions alternatives. Universitaires, chercheurs, « experts » ou simples citoyens, ils sont à présent plus de 3 200. Cette grande crise exige une véritable refondation de la pensée et des politiques économiques.

Débattre et éclairer sur ce qui est en cours

Les marchés financiers spéculent plus que jamais sur les dettes des États. Les gouvernements, la BCE, le FMI, mobilisent l'argent des Européens pour «rassurer» les marchés financiers, c'est-à-dire satisfaire leurs exigences. Les plans de «sauvetage» des pays endettés enfoncent l'Europe dans le chômage et les dettes.

Face à la crise de l'euro et de la dette publique, les gouvernements et la Commission ont décidé de réformer dans l'urgence le Traité de Lisbonne ; ils veulent renforcer les contraintes du «Pacte de stabilité» qui s'est pourtant révélé nuisible, et créer, en plus de la Banque centrale européenne, une « autorité budgétaire indépendante » - indépendante du débat démocratique.

Comprendre pour construire des alternatives

Quel est le rôle de la BCE dans la gestion de la crise ? A qui les États doivent-ils de l'argent ? Comment fonctionne la spéculation sur la dette publique ? A quoi servira un audit de la dette publique ? Comment coordonner les politiques européennes pour répondre enfin aux urgences sociales et écologiques ? pour ne citer que quelques questions.

Il s'agit d'avancer des alternatives aux marchés financiers, à l'austérité, à la croissance prédatrice, à la « gouvernance » actionnariale des entreprises. Nous mettons ainsi en débat la question de buts sociaux et écologiques nouveaux refondant la politique économique, d'un nouveau développement des services publics, d'une réforme fiscale européenne, de pouvoirs nouveaux dans les entreprises face aux marchés financiers et aux actionnaires, de la maîtrise des banques et de la BCE avec des critères de financement sociaux et écologiques. Autant de pistes qui ensemble dessinent la possibilité d'une autre construction européenne basée sur l'harmonisation sociale et la coopération.